

25 novembre 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE – CONSEIL EUROPEEN SUR LE BREXIT

LE PRESIDENT : Bonjour.

Journaliste : Bonjour Monsieur.

LE PRESIDENT : Bonjour. Donc rejoindre ce Conseil européen qui doit d'abord être marqué par je crois la dignité, l'unité dans un moment qui est grave et qui n'est pas sans solennité pour notre Union européenne.

L'accord qui a été obtenu, suite au choix du peuple britannique, est je crois un bon accord et je le soutiens.

Et je souhaite que nous puissions aussi évoquer évidemment les relations futures du Royaume-Uni avec l'Union européenne, relations qui restent à définir et qui sera à travailler dans les prochains mois.

Je le souhaite avec la même méthode et il est clair que le Royaume-Uni continuera à avoir un rôle important, qui pourra d'ailleurs évoluer.

Ce Conseil européen est donc une étape importante, nous devons en tirer aussi toutes les conséquences. Cela montre que notre Union européenne a une part de fragilité et que très clairement, elle est toujours perfectible et à améliorer.

Ensuite, cela montre bien que les choix qui ont été fait – il y a maintenant 2 ans – n'étaient pas des choix innocents ou faciles et ont donné lieu à beaucoup de négociations. Et tout ça aussi sera encore suivi.

Enfin ! Cela montre que notre Europe a besoin d'une refondation, très clairement, et c'est cette option aussi que je soutiens et sur laquelle nous continuerons à travailler ; et qui doit marquer à mes yeux le débat des prochaines élections européennes.

Cette Union européenne doit être refondée en profondeur pour nos concitoyens.

Voilà en tout cas l'esprit dans lequel je me rends à ce Conseil aujourd'hui.

Journaliste : Comment est-ce que vous allez rassurer les pêcheurs français et européens, Monsieur le président, parce que...

LE PRESIDENT : De manière très claire...

Journaliste : Inaudible.

LE PRESIDENT : De manière très claire, nous avons introduit dans les conclusions de ce Conseil et pour les relations futures des éléments très clairs que la France défend depuis le premier jour, qui ont été portés par Michel BARNIER que je veux remercier pour son très bon travail ; et qui feront partie du cadre pour la définition de la relation future.

Il y a deux choses sur lesquelles nous avons réinsisté, la première c'est qu'il y ait des règles de concurrence... de niveau de concurrence qui permettent de protéger nos intérêts dans tous les domaines, en particulier par rapport aux sujets environnementaux.

Et la deuxième, c'est très clairement le sujet de la pêche et des accès réciproques. Et donc nos pêcheurs seront bien protégés et j'en fais une priorité dans le cadre de la relation future. Ça a été réintroduit dans le texte et ce sera bien présent dans le cadre des conclusions d'aujourd'hui.

Je vous remercie beaucoup.

Journaliste : Inaudible.

LE PRESIDENT : Non, ça n'est ni un jour durant lequel on doit se réjouir ni un jour de deuil, c'est le choix d'un peuple souverain. C'est un moment je crois de dignité que nous devons avoir collectivement, d'unité et de responsabilité.

Je vous remercie beaucoup.